

« Le PSU vu d'en bas »

Fanny Bugnon

Contribuer à la mise en lumière d'un objet relativement délaissé des chercheurs, l'histoire du Parti socialiste unifié (PSU), tel était l'objectif du colloque « Le PSU vu d'en bas. Un parti dans les régions : réseaux sociaux, mouvement politique, laboratoire d'idées (années 1950-années 1980) organisé à Rennes les 9 et 10 septembre 2008. Les organisateurs, Tudi Kernalegenn (doctorant, IEP de Rennes, CRAPE) et François Prigent (doctorant, Rennes 2, CERHIO), l'inscrivaient dans le sillage d'une journée d'études qui s'était tenue à Rennes en février 2007. Articulés autour de l'analyse du milieu partisan, de la dimension politique novatrice et du renouvellement intellectuel initié par le PSU, les travaux ont permis de cerner les configurations locales, les dynamiques et mutations à l'œuvre au sein de la gauche française, notamment à travers la question de l'implication régionale du PSU. Les différentes interventions ont convergé vers l'idée d'une dimension expérimentale propre au PSU, un PSU « laboratoire d'idées » dont les thèmes de mobilisation ont rencontré davantage d'écho dans la société française que n'en témoignent ses résultats électoraux relativement faibles.

Constitué en avril 1960, le PSU est marqué par une montée en puissance en deux temps et autant de périodes de déclin. La guerre d'Algérie constitue à coup sûr un événement catalyseur, un marqueur générationnel fort dans la constitution des réseaux fondateurs du PSU, réseaux nourris tout autant par des chrétiens de gauche que des dissidents socialistes. Si la fin du conflit marque un certain reflux de ce qui a incarné l'avant-garde du parti, un repositionnement idéologique autour de 1965 amorce une redynamisation à l'œuvre pour la période clé 1968-1974. Ce moment est à mettre en parallèle avec le bouillonnement idéologique des années 68, véritable ébullition d'expériences politiques, tant sur le plan national qu'avec la diffusion du tiers-mondisme et du pacifisme, notamment autour des mobilisations contre la guerre du Vietnam.

L'activisme protéiforme des militants du PSU ne doit pas masquer les fortes homologues de position, ni l'hétérogénéité des réseaux. Il a été souligné, à ce titre, le rôle essentiel joué par le monde éducatif, étudiants et surtout enseignants (Ismail Ferhat, « Le PSU et les enseignants. Une autre relation spéciale ? Le cas de la région parisienne »), véritable colonne vertébrale du parti. Cela a ainsi été souligné à travers l'activisme étudiant (Étienne Pingaud, « Le PSU dans les universités parisiennes entre 1960 et 1968 ») qui a conjugué souvent prises de responsabilités à l'Union nationale des étudiants de France (UNEF), à l'Union des Étudiants Communistes (UEC) ou encore à la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF). La surreprésentation des classes moyennes fonctionnarisées dans les rangs du PSU ne doit cependant pas masquer la part importante, bien que difficilement quantifiable, de ses sympathisant-e-s, preuves de la forte aura d'un parti en phase avec une société française en mutation.

La nuance a cependant été apportée par quelques monographies (Jean-Michel Steiner, « Les débuts de la fédération PSU de la Loire (1961-1971). Un parti neuf face à un

mouvement ouvrier aux fortes traditions ? » et Gilles Vergnon, « Vision croisée de deux fédérations PSU : la Drôme et l'Ardèche ») au sujet de la grande disparité dans l'implantation régionale du parti. La Bretagne (Christian Bougeard, « Les fondations du PSU dans le Finistère et dans les Côtes-du-Nord ») concentre le tiers des trente conseillers généraux PSU élus dans les années 1958-1973, tandis que les Ardennes apparaissent comme un véritable bastion (Gilles Deroche et Didier Bigorgne, « Les Ardennes, un bastion du PSU »). Au contraire, certains départements constituent un désert pour le parti (Jean-François Poujeade, « Étude comparée de deux fédérations PSU de Bourgogne : la Saône-et-Loire et l'Yonne » et Loïc Le Bars, « Eugène Péaud, un instituteur syndicaliste révolutionnaire, secrétaire général de la Fédération vendéenne du PSU 1961-1967 »). Ce fort ancrage à l'Ouest peut s'expliquer notamment par l'écho rencontré par un slogan comme « vivre et travailler au pays » et les réflexions autour du régionalisme.

Militer au PSU était en effet envisagé comme un moyen de faire de la politique par le bas, en écho à l'importance de la question sociale, surtout pour les militants marqués par le christianisme. La naissance du PSU a donc entraîné une redéfinition du christianisme de gauche et un repositionnement vis-à-vis du syndicalisme, notamment en lien avec la CFDT. Ce souci de l'autre, ce militantisme moral, cette importance de la justice sociale se sont traduits par un polyengagement, comme l'ont démontré les approches prosopographiques (Olivier Dedieu et Fabien Nicolas, « L'émergence d'une gauche capacitaire dans l'Hérault ? Le PSU face à l'hégémonie des partis de gauche entre rupture et adaptation »). En lien avec les différents mouvements sociaux à l'œuvre dans la France de la décennie 1970 (Jean-Philippe Martin, « Le réseau Lambert. Un groupe de militants paysans syndicalistes au PSU »), quel était alors l'intérêt de militer au PSU ? Visiblement construire et trouver une nouvelle offre politique, en phase avec une société en mouvement.

À en juger par les trajectoires militantes, et notamment le basculement progressif de nombreux militants vers le PS par vagues (1967, 1972, 1975 et années 1980), il ressort que le PSU a constitué un véritable tremplin pour la carrière politique de beaucoup (Fabien Conord, « Approche comparée des réseaux PSU dans deux départements ruraux : la Creuse et les Basses-Alpes »). Autre originalité de ce parti, apparu dans un moment d'affaiblissement du PC, de la SFIO et du MRP : le rôle de passerelle également vers les Verts et l'extrême gauche, en raison de la forte volatilité du milieu militant mais aussi des épisodes de scissions. Des carrières souvent nourries des stratégies d'alliances locales, âprement discutées car souvent sources d'affaiblissement pour le PSU, en particulier dans les territoires fortement marqués à gauche (FGDS et PS). Faute d'avoir pu se créer un espace politique durable, le PSU n'en a cependant pas moins laissé un héritage en termes de culture, de pratiques et d'idéologie politiques, à en juger par les trajectoires des ex-PSU (Pierre Simon, « Le PSU dans la Gironde »).

En dehors des considérations électorales, véritable expérience politique collective, le militantisme au sein du PSU s'est immiscé jusque dans les pratiques matrimoniales, en témoignent la fréquence de l'adhésion de couples, l'intérêt du parti pour le féminisme et le contrôle des naissances, et notamment la forte implication des militant-e-s du PSU au sein de Mouvement français pour le planning familial (Bibia Pavard, « Du contrôle des naissances à l'avortement libre et gratuit : histoire d'un combat en faveur des femmes au PSU (1961-1979) »). D'autres expériences associatives, et notamment l'accompagnement des travailleurs immigrés, ont permis de souligner l'importance de l'engagement des militant-e-s du PSU sur le terrain

social, des militants cependant attachés à l'autonomie des luttes, ce qui explique, par exemple que le droit de vote des immigrés soit demeuré une cause symbolique, bien que figurant dans le programme présidentiel d'Huguette Bouchardeau en 1981 (Daniel Gordon, « Le PSU et les mouvements des travailleurs immigrés des années 70 » et Séverine Lacalmontie, « A l'avant-garde de la cause ? Les militants du PSU et la cause du droit de vote des immigrés »). En cela, le PSU incarne pleinement ce laboratoire d'idées et l'on peut peut-être s'étonner qu'une question comme celle de l'autogestion n'ait pas été plus présente dans ce colloque, au regard de sa dimension centrale dans le répertoire idéologique du PSU, ou de l'absence d'étude sur des territoires clés comme Grenoble ou Toulouse.

Il est donc ressorti de ces deux journées un PSU souvent considéré par ses propres militants comme une sorte d'« auberge espagnole » politique « relativement radicale », emprunt du mythe idéalisé de la jeunesse et marqué par un *ethos* militant pétri de morale. Certes marginale et géographiquement très inégale, l'implantation du PSU n'en demeure pas moins importante, à en juger par la diffusion de nombre d'idées forgées et débattues en son sein et le réel « îlot de sympathie », pour reprendre la formule conclusive de Claude Pennetier, dont il a bénéficié.

Une publication des actes du colloque, intégrant également les papiers de la journée d'études sur l'implantation du PSU en Bretagne (Gilles Morin, « La naissance du PSU en Bretagne : entrer en dissidence, les réseaux socialistes de la rupture dans les années 50 » ; François Prigent, « Les réseaux socialistes du PSU en Bretagne dans les années 60-70 : milieux partisans, passerelles vers le PS, rôle des chrétiens de gauche » ; Jean Guiffan, « Le PSU en Loire-Atlantique, des origines aux Assises » ; Fabrice Marzin, « Le rôle des élus PSU dans le CELIB » ; Vincent Porhel, « Le PSU dans les mouvements sociaux en Bretagne » et Tudi Kernalegenn, « Le PSU-Bretagne, analyse de la constitution d'un parti dit de "minorité nationale" ») est prévue courant 2009 aux Presses universitaires de Rennes.